

"La Bulgarie tient le cap européen" dans Libération (5 juillet 2005)

Légende: Le 5 juillet 2005, le quotidien français Libération décrit l'attitude des Bulgares devant l'éventualité d'un report de l'adhésion de leur pays à l'Union européenne.

Source: Libération. 05.07.2005. Paris.

Copyright: (c) Libération

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"la_bulgarie_tient_le_cap_europeen"_dans_liberation_5_juillet_2005-fr-18efa4a4-2352-4114-bc58-931d4a208421.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

La Bulgarie tient le cap européen

Malgré la possibilité d'un report de l'adhésion et la mise en garde de Bruxelles, Sofia garde confiance

L'attitude tient à la fois de la méthode Coué et de la politique de l'autruche. A en croire ses représentants, la Bulgarie tient fermement le cap de l'adhésion à l'Union européenne et les non français et néerlandais au référendum sur le traité constitutionnel n'y changeront rien. L'inquiétude est de savoir si la date de l'intégration, prévue en janvier 2007, sera maintenue, ou bien si la Commission fera jouer la clause de sauvegarde qui lui permet de la retarder de un an au cas où les dossiers ne sont pas bouclés. La menace est dans le fond plutôt virtuelle puisqu'elle suppose un accord à l'unanimité des représentants des vingt-cinq pays membres de l'UE. Mais elle a semblé prendre corps le mois dernier quand la Commission a, dans une lettre, mis en garde la Bulgarie contre les retards accumulés sur cinq points, dont le plus important est la réforme judiciaire. Inadapté et inefficace, le système actuel permet à de nombreux criminels de s'en tirer par des artifices de procédure : un fait qui inquiète Bruxelles dans la perspective de voir la Bulgarie devenir une des frontières extérieures de l'Union.

«Ne pas dramatiser»

La réaction des autorités a été de dire: *«Il ne faut pas dramatiser.»* Fin juin, un sondage a montré que deux Bulgares sur trois pensent qu'un retard dans l'adhésion ne serait pas bien grave. Ni les politiciens ni l'opinion publique n'envisagent un seul instant le plus catastrophique des scénarios: celui où un ou plusieurs pays membres refusent de ratifier le traité d'adhésion de la Bulgarie à l'UE, une procédure de routine lors de chaque élargissement qui pourrait poser problème dans la conjoncture créée par le débat autour de la Constitution. Le gouvernement sortant de centre droit a fait preuve de nonchalance en déposant tardivement un projet de loi pour réformer le code de procédure pénale. Son manque d'empressement était compréhensible à la veille d'élections législatives pour lesquelles son adversaire socialiste partait favori. Arrivé premier à l'issue du scrutin du 25 juin, ce dernier a promis d'en achever l'adoption par les députés, quitte à supprimer les vacances parlementaires, si nécessaire. L'insouciance de l'opinion provient d'une foi sans faille dans l'UE. *«Les Bulgares pensent qu'il vaut mieux pour eux que l'Union européenne ou le Fonds monétaire international qui les surveillent étroitement, prennent les décisions à leur place car dans le cas contraire ils seraient condamnés à vivre dans un ghetto»*, dit Gueorgui Gotev, journaliste du quotidien *Standart*. A Sofia, l'euroscpticisme ne fait pas recette, même si l'ajustement a eu un coût social très lourd. *«Les débats actuels au sein de l'UE n'intéressent pas l'homme de la rue*, dit le maire sortant de la capitale, Stefan Sofianski, qui vient d'être élu député et a donc cédé sa place à son premier adjoint. *Le principe de l'adhésion est acquis. Tout le monde comprend qu'il n'y a pas de retour en arrière.* » Il reconnaît toutefois que les aspects pratiques de l'intégration ont été négligés: *« La plupart des hommes d'affaires n'ont aucune idée de ce qu'ils doivent faire pour s'adapter à l'UE. »* Pour la majeure partie de la classe politique, l'entrée dans le club des nations démocratiques est une affaire de fierté nationale, une revanche sur les cinquante années que le pays a dû passer dans le bloc soviétique.

«Mieux préparée».

Pour atteindre au plus vite son but, Sofia a choisi de ne jamais contester les requêtes qui lui sont présentées. *«Il y a deux ans, quand le processus a été bouclé avec les dix nouveaux pays membres, la Bulgarie était suffisamment prête pour entrer dans l'Union, et peut-être même mieux préparée que certains des autres»*, relève Vladimir Kissiov, vice-président de l'Union des forces démocratiques. Le responsable de la droite, qui a été le négociateur en chef de la Bulgarie avec l'UE jusqu'en 2001, date à laquelle cette formation a été renvoyée dans l'opposition, regrette que la Bulgarie, malgré sa forte croissance et sa stabilité financière, ait dû attendre, *«sans doute pour ne pas laisser seule la Roumanie»*. Il pense que prolonger ce supplice serait une erreur: *«Les problèmes ne sont pas réglés en Bosnie et au Kosovo. Une Bulgarie dans l'Union est un gage de stabilité dans la région.»*

Même s'ils sont convaincus que la Bulgarie échappera au couperet, les analystes locaux comprennent que la crise politique interne de l'Europe unie réduit les perspectives d'une nouvelle vague d'élargissement. En premier lieu dans les Balkans occidentaux, son environnement immédiat. La Croatie, qui s'est elle-même

pénalisée en refusant de livrer le général Ante Gotovina, accusé de crimes de guerre, «*va être la première victime*» de ce repli sur soi, estime Ivan Krastev, directeur du Centre d'études libérales. La Macédoine, qui à terme entendait elle aussi rejoindre l'UE, risque, elle, de «*s'effondrer sous le coup des tensions avec les Albanais*».

Hélène Despici-Popovic